

# PNUD-KIBAI

[BULLETTIN HEBDOMADAIRE DU PNUD BURKINA FASO]

## SOMMAIRE

<i>Éditorial</i>	1
<i>Focus</i>	1
<i>Ce que nous faisons</i>	2
<i>Les bonnes pratiques</i>	2
<i>Astuces</i>	2
<i>Portrait</i>	3
<i>Le savez-vous ?</i>	3
<i>Agenda</i>	4
<i>Détente et annonces</i>	4

Le chiffre de la semaine :

# 3000

Le nombre de soldats américains tués en Irak depuis l'invasion en mars 2003.

## EDITORIAL : Au revoir Kofi Annan. Bienvenue, Ban Ki-Moon

Au revoir Kofi Annan. Bienvenue, Ban Ki-Moon. Comme le veut la tradition, le nouveau secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Onu), en la personne de l'ex-ministre sud-coréen des Affaires étrangères Ban Ki-Moon, a pris officiellement ses fonctions mardi à New York. C'était exactement vingt-quatre heures après le départ du sortant, le Ghanéen Kofi Atta Annan, 68 ans, qui a passé 10 bonnes années à la tête de l'organisation.

Âgé de 62 ans, Ban Ki-Moon (prononcer "Banne Gui-moune") a face à lui de nombreux dossiers brûlants. Sur le plan international, le SG a décidé de se fixer comme priorités la fin de la guerre au Darfour et la résolution de la crise nucléaire nord-coréenne. « J'entre en fonctions à un moment difficile des relations internationales, du Darfour au Moyen-Orient, au Liban, à l'Iraq, à l'Iraq et la Corée du Nord, sans compter les nombreuses autres crises qui troublent notre monde et la défense des droits de l'homme et le renforcement des efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) », a affirmé mardi Ban Ki-moon à la presse à New York.

Mais l'action du Sud-Coréen pourrait se faire le plus ressentir au niveau interne de l'Organisation des Nations Unies pour laquelle il a commencé à dévoiler son programme. Diplomate chevronné et respecté Ban Ki-Moon hérite d'une



MM. Ban Ki-Moon et Kofi Annan

institution en pleine restructuration. Sous la houlette de Kofi Annan, un important programme de réformes structurelles a été engagé. Le processus a commencé à se traduire par, entre autres, le fonctionnement depuis le 19 juin

2006 à Genève, du tout nouveau Conseil des droits de l'homme dont le Cameroun fait partie, pour un mandat de trois ans renouvelable, des 47 premiers membres élus et qui a remplacé la très controversée Commission des droits de l'homme.

Peu avant son entrée en fonctions, Ban Ki-Moon a posé un premier acte significatif, en nommant ses collaborateurs. Au poste de chef de cabinet, il s'est adjugé les services de l'Indien Vijay Nambiar, qui a servi comme conseiller spécial de Kofi Annan. Michele Montas, une journaliste de radio haïtienne qui a travaillé au département d'informa-

tion publique de l'Onu, occupant notamment les fonctions de porte-parole de l'Assemblée générale en 2004, a pris les rênes du service de presse, en remplacement du Français Stéphane Dujarric. D'autres postes clés sont en pleine discussion comme les opérations de maintien de la paix – mobilisant 100 000 hommes en uniforme, dont la France assume cette mission depuis 10 ans

Lors de son allocution au personnel des Nations Unies à New York, Ban Ki-Moon a réaffirmé son intention de redorer le blason des Nations Unies en faisant notamment une meilleure communication des actions onusiennes. Au niveau des différents bureaux, le nouveau SG devra poursuivre la réforme lancée pour permettre d'avoir un coordonnateur, un programme, un bureau et un budget communs.

Le bureau du Burkina Faso qui est très avancée dans le processus de la réforme ou le Bénin pourrait faire partie de cette vague réformiste dès cette année 2007. De nombreuses discussions entre les différentes agences du SNU et le Gouvernement auront lieu pour mener à bien cette réforme au niveau local. **La rédaction.**

## FOCUS : Le Forum Mondial du Personnel du PNUD

Comme chaque année, le forum mondial du personnel du PNUD a eu lieu courant décembre 2006. Cela a été l'occasion pour le Président de l'Association du Personnel PNUD/UNFPA/UNOPS de s'adresser à l'Administrateur et à l'Administrateur Associé. Son adresse a porté sur la présentation de vœux, les remerciements à l'équipe de direction pour leur leadership, le dialogue instauré en cette période de réforme, mais aussi sur les droits et obligations du personnel.

En ce qui concerne les problèmes récurrents, il a parlé : (i) du manque de transparence dans les recrutements surtout lors du « quarry exercice » ; (ii) de l'organisation des carrières, du placement, des réaffectations, des rotations, des promotions, etc ; (iii) de l'inventaire des compétences ; (iv) du manque de suivi des recommandations de l'Ombudsman ; (v) du gel temporaire des recrutements afin de trouver des places à ceux qui sont sans poste fixe ; (vi) du repositionnement du bureau des ressources humaines ; (vii) de la poursuite des exercices de re-profilage/ restructuration/régionalisation ; (viii) du fait que les membres du personnel national qui ont signé un contrat de service ne sont pas considérés comme faisant partie du personnel de l'ONU et se sentent complètement ignorés et oubliés ; (ix) des symptômes d'abus de pouvoir et des cas de harcèlement.

Le Président de l'Association du Personnel a, pour terminer, et par rapport

aux attentes, demandé : (i) la mise en œuvre des recommandations du Groupe de la refonte ainsi que la réforme du système de justice ; (ii) d'investir plus largement dans le personnel national et renforcer les Bureaux de pays. Les études de salaire devraient avoir lieu plus souvent, si nous voulons rester compétitifs et garder les meilleurs de nos employés nationaux ; (iii) la visite du site web du Conseil du Personnel.

Le Conseil du Personnel a félicité l'Administrateur d'avoir encouragé la mise en œuvre de la Politique vie/travail, qui a grandement aidé notre personnel à réconcilier travail et responsabilités familiales. **MAH**



Burkina Faso

## CE QUE NOUS FAISONS : Lancement du "Country Programme Partnership" (CPP)

Le lancement technique du CPP a eu lieu les 27 et 28 novembre. Au cours de ce lancement, les différents programmes qui doivent être lancés ont été passés en revue, c'est à dire le programme au niveau national et les quatre programmes au niveau régional. On a confirmé que le programme nationale qui doit normalement conduire à la mise en place d'une structure nationale de gestion durable des terres sera conduit par le PNUD, au côté du gouvernement. Le programme régional de l'est sera conduit par le Ban-



que Mondiale ; celui du nord par le FIDA ; celui du Centre Ouest et du Mouhoun le seront par le PNUD.

Il a été convenu lors de ce lancement technique que chaque chef de fil doit s'organiser pour que l'élaboration et la mise en œuvre des différents programmes commencent après le lancement politique. Cependant, avant le lancement politique, le 17 janvier 2007, les chefs de file devront se rencontrer pour harmoniser leur calendrier et leur méthodologie de travail, puis donner ces informations à tous les autres partenaires et acteurs concernés dans les différentes zones.

Concernant le lancement politique, il a été retenu qu'il se fasse au cours de la journée nationale du paysan qui se tiendra à Dori les 18 et 19 janvier 2007 sous la présidence du Chef de l'Etat. Le Ministre d'Etat de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques a invité tous les responsables des chefs de file à y prendre part.

En terme de lancement, il s'agira de dire en quoi consiste le partenariat pour la gestion durable d'un «élément essentiel et primordiale au Burkina qu'est la terre, et ce devant les présidents d'institutions et des membres du gouvernement et les paysans. Il s'agira aussi de convier tous les acteurs à réfléchir sur quel type de structure il faut mettre en place pour gérer durablement cette ressource terre.

### Equipe environnement-énergie

## BONNES PRATIQUES: Le CAP pour une meilleure transparence des procédures

Le Comité CAP (Contracts, Asset and Procurement Committee) est présent dans les bureaux du PNUD. Composé d'un président, d'au moins trois membres et d'une secrétaire pour faire un compte-rendu (plus la personne qui convoque la réunion), ce comité peut se réunir tout au long de l'année pour différents motifs :



- un contrat établi au cours de l'année dont la réquisition porte sur un montant supérieur à 30 000 \$US.
- un contrat signé avec un

consultant dont le coût dépasserait les 30 000 \$US sur l'année (contrats SC & RLA ) et 100 000 \$US pour un contrat SSA.

- l'amendement d'un contrat dont les modifications imposent une augmentation de 20% du budget initial ou le dépassement de 30 000 \$US

- un paiement imprévu supérieur à 30 000 \$US
- l'implication de véhicules du PNUD dans des accidents où une faute grave n'est pas la

cause  
- etc.

Le CAP mis en place au PNUD-Burkina a pour présidente, la DRR (o) Victoire Dogbé. En 2006, le CAP s'est réuni une douzaine de fois aboutissant dans la plupart des cas à une issue positive. Des dossiers complets et justifiés sont les seuls moyens pour que le comité accepte qu'un paiement supérieur à 30 000 \$US soit par exemple justifié. En effet, dans un souci de transparence, le PNUD veut s'assurer que l'ensemble des procédures soient respectées. Le nouveau Comité CAP 2007 sera mis en place courant janvier.

### Jean Philippe Tissier

## ASTUCES DE SECURITE : Visa de sécurité

Plus connu sous le vocable anglais de Security clearance, le visa de sécurité est bien inscrit dans le dispositif réglementaire de UNSECOORD (devenu DSS). De fait, la Directive 4, en date du 30 septembre 2002, a pour objet ce visa qui est un préalable indispensable à tout déplacement vers ou dans un pays où une phase est en cours. Ainsi, il s'agit d'une garantie réelle mise à la disposition du fonctionnaire afin de le couvrir contre toutes les mauvaises surprises qui pourraient entraver ses mouvements et déplacements, dans le cadre de ses activités professionnelles.

### Généralités

- Le visa externe concerne tous ceux qui ne sont pas en poste dans le pays
- La demande doit être faite 7 jours avant le déplacement
- La transmission se fait du chef d'agence à l'Agent habilité (AH)
- L'envoi peut se faire par e-mail ou par fax
- C'est l'AH qui accorde le visa de sécurité

- La mission peut débiter à la délivrance du visa
- Un visa interne peut être nécessaire pour les déplacements dans un même pays.

### Phases III, IV et V

- en phases III et IV, UNSECOORD délègue l'autorisation à l'AH
- en phase V, seul UNSECOORD peut accorder le visa, avec les recommandations de l'AH
- dans tous les cas UNSECOORD est destinataire des visas externes accordés

### Conséquences (en cas de défaut de visa de sécurité)

- possibilité de mesure disciplinaire individuelle
- perte de la couverture **Malicious acts insurance**

« Les cours d'eau internationaux, les lacs, aquifères et zones humides relient des hommes séparés par des frontières internationales »

## Portrait : Daniel Gagré, un agent dévoué au service du PNUD

Natif de Pabré, localité située à 20 kilomètres de Ouagadougou, dans la Province du Kadiogo, Daniel Gagré est né vers 1958 dans cette localité qu'il peut rejoindre en moins de 10 minutes, car pas loin du quartier Tampouy où il a son domicile.



M. Daniel Gagré.

Il obtient son Certificat d'Etude Primaire en 1972 à l'école Primaire de Pabré et continue ses études au secondaire de 1973 à 1976. Il a, après la classe de 4<sup>ème</sup> suivi des cours par correspondance en « rédaction administrative et gestion du courrier » de 1986 à 1987 et sur

« la gestion des petites et moyennes entreprises » de 1992 à 1993.

Marié et père de quatre enfants, ce mossi de Pabré est un homme discret, calme, serviable, respectable qui effectue avec beaucoup de soin son travail.

temps, et l'assistante en communication de 2001 à nos jours.

Quant à ses impressions sur le travail au PNUD, Il aime bien ce qu'il fait car cela lui permet de beaucoup bouger, d'être attentionné, de rentrer en contact avec presque tous les fonctionnaires chaque jour.

Comme loisirs, Daniel Gagré aime bien le football, la pétanque et jouer au damier.

### Laure Diallo

Recruté le 1<sup>er</sup> juillet 1981 en tant que *lead clerk/messenger*, ce fonctionnaire ayant envie d'apprendre et d'appuyer les autres fonctionnaires, a appuyé l'assistante chargée des archives dans le classement, l'archivage des dossiers pendant long-

## Le saviez-vous ? : Spécial Union Européenne

L'Union européenne est une organisation internationale qui regroupe 27 États des 46 pays membres du Conseil de l'Europe. Cette organisation à la fois intergouvernementale et supranationale a été établie avec cette dénomination par 12 États avec le traité sur l'Union européenne en 1993. L'Union européenne repose sur trois piliers : les communautés (qui représente l'aspect supranational de l'UE), la PESC et la coopération policière et judiciaire en matière pénale (qui représentent l'aspect intergouvernemental de l'UE).

Les communautés étaient au nombre de trois au moment de la création de l'UE : la Communauté européenne (CE), remodelée avec l'Acte Unique Européen de 1985 à partir de la Communauté économique européenne, dite aussi Marché commun, créée en 1957 au Traité de Rome ; la Communauté européenne de l'Énergie Atomique (Euratom), créée également en 1957 au Traité de Rome et qui n'a jamais vraiment fonctionné ; et la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) créée en 1951 (à la suite de l'appel du 9 mai 1950 de Robert Schuman) et dissoute en 2002.

L'Union européenne est fondée actuellement sur trois piliers, qui se distinguent par le mode de décision employé, selon les domaines concernés :

- 1er pilier : la Communauté européenne, « héritière » de la CECA et de la CEE, du traité de Rome révisé par l'Acte unique. Il s'agit d'un pilier supranational relatif aux politiques intégrées (Politique Agricole Commune, union douanière,

marché intérieur, Euro, etc.). Pour les matières relevant de ce pilier, les États membres ont transféré une partie relativement importante de leurs compétences à l'Union européenne.

- 2e pilier : la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), coopération intergouvernementale, en matière d'affaires étrangères et de sécurité. L'ensemble des règles relatives à la PESC figure dans le Titre V du traité sur l'Union européenne.

- 3e pilier : la coopération policière et judiciaire en matière pénale, coopération intergouvernementale. Les matières relevant du troisième pilier sont communément appelées les matières JAI (Justice et Affaires Intérieures), même si le traité d'Amsterdam a modifié l'appellation du Titre VI du traité sur l'Union européenne pour rendre compte pour l'essentiel du transfert de matières non pénales (visas, asile, immigration) dans le premier pilier communautaire.

La gouvernance de l'UE a toujours oscillé entre le modèle de la conférence intergouvernementale, où les États conservent l'ensemble de leurs prérogatives, et le modèle supranational, où une partie de la souveraineté des États est déléguée à l'Union.

Aujourd'hui l'Union européenne utilise un mode de gouvernance hybride : le conseil des ministres est le représentant des États (pour les décisions ne requérant pas l'unanimité, les voix de chaque État sont cependant pondérées par leurs poids démographique), et le parlement le représentant des citoyens.

La Commission européenne a le monopole du droit d'initiative sur la préparation de la plupart des dossiers concernant le premier pilier de l'Union européenne, et partage ce droit avec les États membres sur les deux autres piliers.

Certains pays de l'Union européenne se sont groupés afin d'avancer ensemble sur des projets communs auxquels d'autres pays de l'Union ne souhaitent pas participer. Ces projets portent le nom de coopérations renforcées, et sont clairement définis et soumis à conditions par la Constitution en voie de ratification.

Parmi les projets qui ne concernent pas tous les membres de l'Union, on trouve : l'euro (c'est cependant la monnaie commune de l'Union et seuls deux États membres ont obtenu une clause dite d'opting-out), Europol (collaboration policière), l'espace Schengen (organisation de la libre circulation des biens et des personnes), le mécanisme de taux de change européen, etc. Il existe en outre des institutions qui fonctionnent en dehors du cadre de l'Union, comme l'Agence spatiale européenne.

L'Union européenne est la première puissance économique mondiale en 2006. Elle représente 34% du PIB mondial en 2006 (OCDE, taux de change constant). Elle est ainsi la première puissance agricole (1er importateur mondial et 2ème exportateur) avec les États-Unis, la première puissance de services mondiale et la première puissance industrielle du monde. Elle a enregistré un excédent commercial supérieur à 74 milliards d'euros en 2004 (source : Eurostat). Le taux de chômage s'établit à 8,8 % en 2005.

Des quatre langues officielles des débuts de la CECA (français, allemand, italien et néerlandais), l'Union européenne dispose désormais de vingt-deux langues officielles pour vingt-sept États.

« Les réformes se sont souvent plus attachées à donner la parole aux utilisateurs d'eau qu'à leur conférer des droits »

P N U D—BURKINA  
FASO

PNUD  
Immeuble des Nations Unies  
01 BP 575 Ouagadougou 01  
Burkina Faso

Tél. : 226.50.30.67.62/63/64  
Fac-similé : 226.50.31.04.70  
Courriel : [registry.bf@undp.org](mailto:registry.bf@undp.org)

Visitez notre site  
web : [www.pnud.bf](http://www.pnud.bf)

**Directeur de Publication**  
Mariam Pangah

**Coordonnateur de la Rédaction**  
Théophane Kinda

**Rédacteurs**  
Théophane Kinda  
Jean-Philippe Tissier  
Mahamadi Ouédraogo  
Laure Diallo

**Secrétariat de Rédaction**  
Mahamadi Ouédraogo

**Conception et mise en page**  
Mahamadi Ouédraogo

**Lecteur-Correcteur-Réviseur**  
Alima Déborah Traoré

**Publication**  
Laouali Sanou

## AGENDA & ANNONCES

Ms Aki Kogachi de l'Équipe Environnement souffre d'un palu et d'une fièvre typhoïde. Elle a même été hospitalisée pendant 3 jours à la clinique Philadelphie. Nous lui souhaitons un prompt rétablissement.

Le Colonel Charles Hock, « Field Security Coordination Officer », est affecté au Tchad à la même fonction. Son départ interviendra très prochainement.

Le lancement du CPP est prévu les 21/23 janvier 2007 à Dori lors de la Journée Nationale du Paysan.

Mme Ruby Sandhu-Rojon, Directrice de Pays, devrait arriver à Ouagadougou le lundi 15 janvier 2007.

Nous notons l'arrivée la semaine prochaine de deux VNU pour le Département Économique et l'Équipe de Communication.

En vue de l'élaboration du ROAR dont le deadline est fixé au 15 Janvier, une session commune aura lieu le Mercredi 10 janvier à 9h00 dans la salle de réunions du PNUD .

## DÉTENTE : On ne badine pas avec l'âge des dames ...

J'étais assise dans la salle d'attente pour mon premier rendez-vous avec un nouveau dentiste, quand j'ai remarqué que son diplôme était accroché sur le mur. Il y était inscrit son nom, et je me suis soudain remémoré un grand brun portant ce nom. Il était dans ma classe de lycée quelques 40 ans auparavant, et je me demandais si cela pouvait être le même garçon pour qui j'avais craqué à l'époque.

Quand je suis entrée dans la salle de soins, j'ai immédiatement écarté cette pensée de mon esprit. Cet homme grisonnant, dégarni et le visage marqué de profondes rides

était bien trop vieux pour avoir été mon amour secret ... Quoique ...

Après qu'il eut examiné ma dent, je lui ai demandé si il était allé au lycée de Morgan Park.

- "Oui", m'a-t-il répondu

- "Quand avez-vous été diplômé?", ai-je demandé.

- "1959. Pourquoi cette question?", répondit-il.

- "Eh bien vous étiez dans ma classe", me suis-je exclamé.

Et alors ce vieil imbécile m'a demandé :

- "Vous étiez prof de quoi?"

